

International

CANADA : LES ENJEUX D'UNE ÉLECTION HISTORIQUE

Pierre-Alexandre Beylier

06/05/2025

Quelques jours après les élections législatives canadiennes tenues dans un contexte de guerre commerciale déclenchée par la Maison-Blanche et d'agressivité impérialiste de la part de Donald Trump, Pierre-Alexandre Beylier, professeur en civilisation nord-américaine à l'université Grenoble-Alpes, analyse le déroulement de la campagne électorale et les résultats d'un scrutin historique largement dominé par la relation Canada/États-Unis.

Depuis le mois de janvier 2025, le Canada traverse une zone de turbulences politiques assez intense et inhabituelle pour ce pays discret, dont la vie politique ne passionne pas forcément les observateurs internationaux. Pourtant, attaqué rhétoriquement et économiquement par son voisin du sud et traversant une crise politique majeure, qui a vu tout à tour démissionner sa vice-première ministre, Chrystia Freeland, et son Premier ministre depuis dix ans, Justin Trudeau, le Canada se retrouve, depuis plusieurs mois, à faire les gros titres.

En premier lieu, le retour à la Maison-Blanche de Donald Trump a provoqué une onde de choc à travers le monde, dont le Canada a été la première victime. Au-delà de la guerre commerciale que le président républicain a lancée à l'encontre de tous les pays de la planète à grand renfort de droits de douane – auxquels le Canada n'a pas échappé –, celui-ci a également ressuscité l'une des plus anciennes craintes canadiennes : celle de se faire annexer par les États-Unis. Les différents commentaires lancés par Donald Trump avant même son investiture ont d'abord été pris comme une blague par les dirigeants canadiens, avant que ces derniers ne se rendent compte que la menace était bien réelle : début février dernier, lors d'un entretien téléphonique avec le Premier ministre canadien, le président américain **a évoqué** la remise en cause du traité de 1908 qui constitue l'une des bases légales de la frontière américano-canadienne.

Ensuite, dans ce contexte bilatéral et international que d'aucuns qualifieraient de tendu, c'est Justin Trudeau qui crée la surprise. Alors qu'il est de plus en plus impopulaire à travers le Canada et **contesté en interne** par certains des membres de son gouvernement, le Premier ministre canadien, en poste depuis 2015, **annonce sa démission** le 6 janvier 2025. S'ensuit une « course à la chefferie »

du Parti libéral qui voit Mark Carney succéder à Justin Trudeau, le 14 mars 2025. Cet ancien banquier, titulaire d'une thèse en économie, n'a aucune expérience en politique. Toutefois, il se présente comme un technocrate qui a su gérer **deux crises majeures** : celle des *subprimes*, alors qu'il était gouverneur de la Banque du Canada (2008-2013), et le Brexit, alors qu'il était gouverneur de la Banque d'Angleterre (2013-2020). Pour le *leader* conservateur, Pierre Poilievre, qui dominait les sondages en décembre dernier, avec 45% des intentions de vote, ce changement politique a rebattu les cartes et **inversé les tendances**.

Aussi, lorsque Mark Carney déclenche des élections anticipées le 23 mars 2025, débute une campagne éclair sur fond d'une double crise géopolitique et potentiellement économique qui vient bousculer la vie politique canadienne.

Les enjeux d'une campagne éclair

Rarement, depuis les élections de 1989 déclenchées par Brian Mulroney en pleine ratification du Traité de libre-échange Canada/États-Unis, le spectre du voisin du sud n'aura été aussi présent dans une campagne électorale canadienne, avec des enjeux similaires, mais inversés. Si, en 1989, certains partis politiques à l'instar du Parti libéral du Canada ou du Nouveau Parti démocratique (NDP) craignaient que le libre-échange ne conduise à une américanisation forcée du Canada et à une perte de sa souveraineté, cette année, c'est de **la guerre tarifaire qu'a lancée Donald Trump et de ses déclarations visant à faire du Canada le 51^e État des États-Unis** qu'a émergé la menace annexionniste.

Ainsi, la campagne électorale a été dominée par la relation Canada/États-Unis. D'une part, même si le président américain a rétrogradé plusieurs fois, les droits de douane annoncés par Donald Trump – visant notamment l'aluminium et l'acier canadien, ainsi que le secteur automobile – ont monopolisé discours et débats. En effet, au vu de **l'interdépendance forte** qui existe entre les deux voisins nord-américains – ils échangent chaque jour près de 3,6 milliards de dollars canadiens en marchandises et services et 2,3 millions d'emplois canadiens dépendent des exportations vers les États-Unis¹ –, l'impact de ce qui est devenu une guerre commerciale est apparu comme une menace importante qui risquait de faire plonger l'économie canadienne dans la récession et de coûter leurs emplois à de nombreux Canadiens².

Derrière ce premier sujet se dissimulait une menace à peine voilée visant la souveraineté canadienne, puisque **Donald Trump a proposé à plusieurs reprises** au Canada de devenir le 51^e État des États-Unis si ce dernier ne voulait pas avoir affaire à ses droits de douane. Par ailleurs, **l'ancien Premier ministre Justin Trudeau** voyait dans ces droits de douane une façon d'affaiblir le Canada

économiquement afin de le forcer à rejoindre l'Union américaine.

La menace Trump s'est même fait ressentir jusqu'au jour même du vote, puisque ce dernier a publié, le 28 avril dernier, un message sur son réseau social Truth Social encourageant les Canadiens à élire « l'homme qui aura la force et la sagesse de réduire [leurs] impôts de moitié, d'augmenter gratuitement [leur] puissance militaire jusqu'au plus haut niveau mondial, de faire quadrupler la taille de [leurs industries] automobile, sidérurgique, de l'aluminium, du bois d'œuvre, de l'énergie et de toutes [leur] autres entreprises, SANS AUCUN DROIT DE DOUANE NI AUCUNE TAXE », c'est-à-dire lui. Plus précisément, présentant de nouveau la frontière Canada/États-Unis comme une « ligne artificielle », il a renouvelé au Canada **son offre de devenir le 51^e État** des États-Unis.



Donald J. Trump 
@realDonaldTrump

Good luck to the Great people of Canada. Elect the man who has the strength and wisdom to cut your taxes in half, increase your military power, for free, to the highest level in the World, have your Car, Steel, Aluminum, Lumber, Energy, and all other businesses, QUADRUPLE in size, WITH ZERO TARIFFS OR TAXES, if Canada becomes the cherished 51st. State of the United States of America. No more artificially drawn line from many years ago. Look how beautiful this land mass would be. Free access with NO BORDER. ALL POSITIVES WITH NO NEGATIVES. IT WAS MEANT TO BE! America can no longer subsidize Canada with the Hundreds of Billions of Dollars a year that we have been spending in the past. It makes no sense unless Canada is a State!

6.43k ReTruths 28.5k Likes

Apr 28, 2025, 9:36 AM

Toutefois, ces différentes menaces de l'allié d'hier ont eu un effet inverse en provoquant une résurgence du nationalisme canadien. Tout au long de la campagne électorale, on a pu voir les Canadiens se rallier derrière le slogan « *Elbows up* », qui fait référence à une technique défensive en hockey, à **boycotter les produits américains** dans les supermarchés, au profit des produits canadiens, ou bien encore à se détourner des États-Unis, en signe de protestation, pour leurs activités de loisir, de tourisme ou de shopping³. Mark Carney lui-même a joué la carte patriotique lors d'un clip de campagne dans lequel on le voit arborer un maillot de hockey et discuter avec Mike Myers, un acteur canadien vivant aux États-Unis, de l'avenir du Canada. Et de conclure qu'il y « **aura toujours un Canada** », avant d'utiliser le slogan « *Elbows up* ». La campagne a donc été marquée par

cette guerre d'images qui a insufflé un **souffle nouveau au patriotisme canadien**, pourtant traditionnellement discret.

Si, dans leurs réponses à la menace américaine, Mark Carney et Pierre Poilievre se sont tous les deux montrés intransigeants, chacun a proposé des mesures différentes pour pallier les effets négatifs de la guerre tarifaire et atténuer la vulnérabilité du Canada. D'un côté, le leader libéral s'est dit en faveur d'un soutien accru aux entreprises faisant face à ces droits de douane, notamment en utilisant l'argent récolté par le biais des mesures douanières de rétorsion, tout en souhaitant **diversifier** les partenaires économiques du Canada. De l'autre, le candidat conservateur **a déclaré** vouloir renégocier l'accord de libre-échange Canada/États-Unis/Mexique (ACEUM en français ou USMCA, *United States-Mexico-Canada Agreement*), qui a remplacé, en 2018, l'ALÉNA (Accord de libre-échange nord-américain), tout en accélérant les projets d'exploitation des ressources naturelles (sables bitumineux, or, uranium, cuivre, etc.).

Au final, difficile de dissocier les programmes des candidats en matière de politique intérieure et de politique étrangère tant les deux sont intimement liées, en raison de la situation géopolitique actuelle, la menace Trump étant présente en filigrane dans de nombreuses mesures défendues pendant la campagne. À titre d'exemple, le Premier ministre sortant, Mark Carney, **a proposé** d'atténuer les effets d'une possible récession en assouplissant les critères de l'assurance chômage ou encore, sur le moyen terme, d'« accélérer des investissements majeurs » dans certains projets d'envergure afin de stimuler la croissance économique. De la même façon, il a dit vouloir garantir la sécurité énergétique canadienne en développant à la fois les énergies conventionnelles et non conventionnelles.

De son côté, Pierre Poilievre s'est distingué en faisant du Trump à la canadienne. Populiste assumé, il a non seulement **joué sur les peurs** des Canadiens en termes d'immigration, de déclassement – répétant sans cesse qu'il représente les laissés-pour-compte, les « *left behind* » qui ont contribué à la victoire de Donald Trump en 2016 –, mais il se positionne également comme un candidat anti-élite qui fait grand usage des *fake news* et autres vérités alternatives pour faire valoir ses propres idées. De surcroît, **il est climatosceptique** et, à aucun moment dans son programme électoral, le terme « science » n'apparaît, hormis en lien avec l'idéologie « woke » à laquelle un gouvernement conservateur mettrait fin en coupant toute subvention pour la recherche universitaire. Enfin, il est devenu une **star des réseaux sociaux** par le biais d'influenceurs et de créateurs de contenus d'extrême droite qui relayent ses messages, tentant de rallier des électeurs jeunes (de moins de 35 ans), souvent moins impliqués en politique que d'autres sections de l'électorat, mais chez qui les idées qu'il défend résonnent. Toutes ces idées et stratégies ne peuvent que faire penser à celles utilisées à profusion par le président américain.

Malgré les différences d'idéologie et de style qui distinguent les deux candidats, la campagne a toutefois révélé des idées communes sur certains sujets, Mark Carney et Pierre Poilievre souhaitant notamment baisser les impôts sur la classe moyenne ou éliminer la taxe sur les produits et services (TPS). Ils veulent également tous deux augmenter la production de pétrole et accélérer le processus d'approbation et de construction des infrastructures énergétiques. **En matière d'immigration**, ils se sont montrés favorables au renvoi de certains demandeurs d'asile vers les États-Unis, en accord avec l'Entente sur les tiers pays sûrs (*Third Safe Country Agreement*) qui stipule qu'un demandeur d'asile doit formuler sa demande dans le premier pays sûr dans lequel il arrive. Ce que révèlent ces similitudes est la position un peu plus centriste de Mark Carney, qui a tenté de se distinguer de son prédécesseur, Justin Trudeau, considéré comme un peu trop à gauche sur ces sujets-là, tout en affrontant son rival conservateur sur son propre terrain. C'est d'ailleurs dans cette optique que, à peine nommé Premier ministre, **il a mis fin à la très impopulaire et contestée taxe carbone** pour les consommateurs, mise en place par le gouvernement Trudeau en 2018, une façon pour lui de couper l'herbe sous le pied de son adversaire, qui demandait l'abrogation de cette taxe depuis longtemps.

Enfin, globalement, en raison de la courte durée de la campagne électorale et du contexte géopolitique, la relation du Canada avec les États-Unis a accaparé une grande partie des débats, éclipsant d'autres sujets tels que la lutte contre l'urgence climatique, la criminalité ou encore les questions liées au système de santé.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Retournement de situation dans un pays divisé

Historique, le scrutin du 29 avril 2025 l'aura été à plusieurs titres. Tout d'abord, en raison de la situation géopolitique volatile liée au second mandat de Donald Trump, dont le spectre, on l'a dit, a dominé la campagne électorale canadienne.

Historique, ou tout du moins inattendu, si l'on se place dans **le contexte de décembre 2024**, est aussi le résultat final qui donne au Parti libéral du Canada un quatrième mandat consécutif, avec

une majorité relative de 43,5% du vote populaire alors que, quatre mois plus tôt, en décembre 2024, il récoltait à peine 16% des intentions de vote, loin derrière le Parti conservateur et le NDP. Cette remontée inattendue s'accompagne du fait que **Mark Carney est le premier Premier ministre** canadien élu sans avoir occupé de fonction élective auparavant.

Enfin, cette élection marque un **retour du bipartisme**, dans un pays habitué au multipartisme, une première depuis 1958, puisque les Libéraux et les Conservateurs totalisent à eux seuls plus de 85% des voix.

Le Parti libéral de Mark Carney l'emporte donc avec **plus de 43% des voix** et 168 sièges à la Chambre des communes. Toutefois, ce résultat ne révèle pas toute la situation. D'abord, le parti centriste ne parvient pas à décrocher une majorité absolue – 172 sièges étaient nécessaires pour qu'il puisse gouverner seul. Il devra donc composer avec les autres forces en présence pour construire une coalition qui lui permettra de passer les lois qu'il souhaite faire adopter.

Ensuite, la défaite du Parti conservateur n'est pas aussi épique que l'on pourrait le penser. Si son leader, Pierre Poilievre, **perd sa circonscription** de Carleton, à Ottawa, au terme d'un duel très serré – seules 4000 voix le séparent de son adversaire libéral –, ce qu'on peut lire dans les résultats globaux, c'est que le Parti conservateur enregistre son meilleur score depuis les années 1980⁴.

En revanche, pour le NDP et le Bloc québécois, les résultats représentent une défaite écrasante. Avec respectivement 6,3 et 6,4% des voix, ils obtiennent ainsi 7 et 23 sièges à la Chambre des communes. C'est 17 sièges de moins pour le parti de gauche du Nouveau Parti démocratique et 9 de moins pour le parti souverainiste québécois. Cette double défaite s'explique par le fait que l'opposition aux menaces américaines s'est cristallisée autour du Parti libéral, au détriment de ces deux partis. D'un côté, une portion du vote progressiste du NDP s'est transférée vers le parti de Mark Carney et, de l'autre, le Québec a connu une résurgence de nationalisme canadien, un certain nombre d'électeurs s'éloignant ainsi du Bloc québécois. Alors qu'elle est connue pour son identité francophone distincte et sa volonté d'indépendance – pour une partie de sa population –, la Belle Province s'est rapprochée du Canada ces derniers mois, 58% des Québécois se sentant « fiers d'être Canadiens » quelques jours avant l'élection⁵. Les Québécois se sont donc vus animés d'une « solidarité canadienne », percevant le destin commun qu'ils partagent avec le reste du Canada face à la menace Trump⁶, ce qui a ainsi incité un certain nombre de Québécois à **délaisser le Bloc**.

Cette élection anticipée a donc redessiné le paysage politique canadien, remettant sur le devant de la scène un bipartisme libéral/conservateur auquel les Canadiens ne sont pas habitués. Toutefois, si Mark Carney a permis aux Libéraux de gagner, de façon inattendue, ces élections anticipées, « le

chemin est encore long » et semé d'embûches, pour paraphraser son discours de victoire, aux tonalités qui rappellent les discours de Barack Obama. Malgré les difficultés qui l'attendent, il a voulu se montrer à la fois optimiste, rassurant et patriotique. Il a reconnu l'imminence de la menace américaine à travers « le président Trump [qui] veut [...] briser [le Canada] pour [le] contrôler », avant de rejeter cette idée : « cela n'arrivera pas »⁷. Si le pays se trouve dans une « nouvelle réalité », à un tournant historique (« *a hinge moment of history* ») marqué par la « trahison américaine » qui a mis fin à l'intégration économique et sécuritaire entre les deux pays et au système globalisé, il a surtout mis en exergue la force du Canada, fondée sur des valeurs d'humilité, d'ambition et d'unité. Il a également esquissé **les contours de sa politique** à venir fondée sur la diversification des partenaires économiques plus « fiables » – notamment l'Europe et l'Asie – et sa volonté de construire (« *build, baby, build* ») des logements, des emplois de qualité pour les Canadiens et des corridors d'échanges commerciaux et d'énergie, afin de faire du Canada un « superpouvoir énergétique », tout en promouvant l'unité du Canada. **Et de conclure** : « *The challenges ahead will be difficult, but that is clear, major changes, such as the ones we're seeing are always concerning. We have a long way to go, but I'm confident. I'm confident. I trust you, and I have confidence in all of Canada.* »

Dans la situation géopolitique tendue et incertaine dans laquelle se trouve le Canada, les Canadiens ont choisi Mark Carney parce qu'ils voient en lui une personne forte capable de tenir tête à Donald Trump et de négocier avec lui. Il a donc su se distinguer de son prédécesseur, et de son héritage, qui minait le soutien des électeurs pour le Parti libéral, mais également de son adversaire, qui apparaissait comme idéologiquement trop proche de Donald Trump.

Loin d'avoir brisé ou même affaibli le Canada, le président américain l'aura finalement rendu plus fort. Unis contre un ennemi commun, les Canadiens ont connu une résurgence patriotique sans précédent, que nous avons pu constater depuis plusieurs semaines dans les rues, dans les supermarchés, sur Internet et même au Québec, qui se sent plus que jamais lié au destin canadien. « **Le Canada n'est pas à vendre** », a-t-on pu lire sur de nombreux vêtements et de nombreuses affiches et les résultats de cette élection montrent que les Canadiens ne sont pas prêts de se laisser dicter une conduite par leur grand voisin américain.

1. Même si cette interdépendance est asymétrique, il convient de **souligner** que près de 1,4 emploi américain dépend également des exportations vers le Canada et 34 États américains ont le Canada comme premier marché d'exportation.
2. La Chambre du commerce du Canada **estime** que des droits de douane de 25% auraient un effet délétère faisant diminuer le PIB du Canada de 2,6% et celui des États-Unis de 1,6%, et chuter le revenu des Canadiens de 1900 dollars canadiens (1200 euros) par an.
3. Alors qu'il est commun pour les Canadiens de traverser la frontière pour des activités de loisir, de tourisme ou de shopping, les voyages du Canada vers les États-Unis ont diminué de **25% en mars 2025**, par rapport à mars 2024, passant

de 1,7 à 1,3 million.

4. Il convient de noter que techniquement, en 1984, il s'agissait du **Parti conservateur progressif**, qui avait récolté 50% du vote populaire avec Brian Mulroney.
5. En décembre 2024, ce chiffre n'était que de **45%**.
6. Important fournisseur d'aluminium, le Québec est particulièrement vulnérable aux droits de douane étatsuniens.
7. « **President Trump is trying to break us, so that America can own us. That will never – that will never, ever happen** ».